

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/324		
25CONV03 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE - TRAVAUX DE MISE EN SECURITE ET DE CONFORTEMENT DU MONT FARON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/324

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : 25CONV03 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON - ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE - TRAVAUX DE
MISE EN SECURITE ET DE CONFORTEMENT DU
MONT FARON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole
Toulon-Provence-Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que depuis 2007, la communauté d'agglomération puis la Métropole TPM et la ville de Toulon, pour des raisons de cohérence et de continuité technique dans le traitement des zones à conforter sur le mont Faron, ont décidé de collaborer,

CONSIDERANT qu'elles ont constitué pour ce faire des groupements de commandes relatifs à la maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi des travaux de mise en sécurité et de confortement contre les blocs rocheux et terrains instables, à l'assistance à maîtrise d'ouvrage « environnement »,

CONSIDERANT que les marchés de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage « environnement » arrivent à échéance et qu'il convient dès lors de relancer les procédures idoines, et donc de constituer à nouveau le groupement de commandes,

CONSIDERANT que ce groupement a pour objet le lancement des procédures et la passation des marchés suivants :

- Accord-Cadre à Bons de Commande de maîtrise d'œuvre pour le suivi des travaux de mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs.
Seuils mini/maxi annuels : 50 000 € HT mini, 350 000 € HT maxi pour chaque maître d'ouvrage.
Estimation DQE : 485 450 € HT €/an pour les 2 maîtres d'ouvrage répartis comme suit : 240 775 € HT pour la Métropole et 244 675 € pour la commune de Toulon,
- Accord-Cadre à Bons de Commande d'assistance à maîtrise d'œuvre environnement pour le suivi de l'application des préconisations environnementales lors de la réalisation de travaux de mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs et suivi des mesures compensatoires,
Seuils pour 4 ans mini : 200 000 € HT ; maxi : 800 000 € HT pour chaque maître d'ouvrage.
Estimation DQE : 1 007 880 € HT (2 maîtres d'ouvrages/4 ans), maîtres d'ouvrage répartis comme suit : 524 790 € HT pour la Métropole et 483 090 € HT pour la commune de Toulon,

CONSIDERANT que le coordonnateur du groupement est la Métropole, qui aura pour mission de gérer les procédures de passation, et également la signature et la notification des marchés,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif à la mise en sécurité et de confortement du Mont Faron avec la ville de Toulon.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (antenne Toulon/Le Revest) et la ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**25CONV03 CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2113-6
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**MISE EN SECURITE ET DE CONFORTEMENT
DU MONT FARON - TOULON
CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATION INTELLECTUELLE D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE ENVIRONNEMENT POUR LE SUIVI DE L'APPLICATION DES
PRECONISATIONS ENVIRONNEMENTALES LORS DE LA REALISATION DES
TRAVAUX DE MISE EN SECURITE ET CONFORTEMENT CONTRE LES CHUTES DE
BLOCS ET TERRAINS INSTABLES**

**ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE MISE EN
SECURITE ET DE CONFORTEMENT CONTRE LES BLOCS ROCHEUX ET TERRAINS
INSTABLES**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Ci-après désignée la Commune de Toulon

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau Métropolitain n° en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

La Métropole T.P.M. compte parmi ses compétences la mise en valeur touristique et environnementale du massif du Mont Faron.

Ce site classé au titre de la loi paysage et « site NATURA 2000 » connaît depuis de nombreuses années des problèmes liés à une importante instabilité rocheuse, et doit faire l'objet de travaux de mise en sécurité et de confortement de ses masses rocheuses.

La réalisation de ces travaux incombe pour partie à la Commune de Toulon dans le cadre de son pouvoir de Police du Maire et pour partie à la Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le cadre de ses compétences sus visées.

Depuis 2007, la Métropole T.P.M et la Commune de Toulon, pour des raisons de cohérence et de continuité technique dans le traitement des zones à conforter, ont décidé de collaborer.

Afin d'anticiper la poursuite de l'opération, compte tenu :

- De la programmation des travaux de confortement et de mise en sécurité contre les chutes de blocs rocheux, établie sur 15 ans, en fonction du niveau de risque encouru par les personnes et les biens, pour les seuls secteurs dont l'aléa est reconnu particulièrement comme très élevé et élevé,
- D'assurer le traitement technique et environnemental de nouveaux secteurs qui pourraient être soumis aux mouvements de terrain,
- De la nécessité d'assurer un traitement technique et environnemental homogène et compatible des ouvrages d'interception de blocs rocheux d'une même zone, réalisés à plusieurs années d'intervalle,
- D'assurer la protection de l'environnement en mettant en œuvre des mesures de compensation pour réduire les impacts des projets sur l'environnement faunistique et floristique
- Des responsabilités des maîtres d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, induites par la réalisation de travaux inter dépendants,
- De l'optimisation des investissements publics et de la coordination nécessaires des interventions pour la réalisation des travaux sur l'ensemble du massif.

Des groupements ont été créés, et les derniers concernent :

- La Maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi des travaux de mise en sécurité et de confortement contre les blocs rocheux et terrains instables et l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage « environnement » pour le suivi de la bonne application des préconisations environnementales lors de la réalisation des travaux de mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs et terrains instables.
- Les travaux de parades du secteur Sud du Faron (24CONV01) pour les secteurs : LT30, LT32, LT33, MT22 et MT23)
- Les travaux pour la réalisation et l'exploitation d'un système de surveillance afin de réduire temporellement les risques géologiques, issus des parois rocheuses du Mont Faron (24CONV01).

Les deux marchés de Maitrise d'œuvre et d'AMO Environnement, passés en groupement de commande en 2020, pour cette opération, arrivent à échéance à ce jour.

Afin de poursuivre l'opération et l'amener à son terme, compte tenu de la nécessité d'assurer un traitement de façon globale et homogène pour tout le secteur du Mont Faron, la Métropole TPM et la Ville de Toulon ont décidé, de constituer un nouveau groupement de commandes en vue de la passation de :

- D'un marché de maîtrise d'œuvre à bons de commande pour la mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs et terrains instables pour assurer le suivi des travaux des Projets précédemment élaborés et ayant obtenus les autorisations réglementaires,
- D'un marché de prestation intellectuelle d'AMO environnement à bons de commande pour le suivi de l'application des préconisations environnementales lors de la réalisation de travaux de mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs et terrains instables,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2113-6 du Code de la commande publique, de constituer un groupement de commandes entre les personnes ci-dessus désignées et d'en définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe à la présente convention.

Les marchés sont passés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Les caractéristiques des marchés sont les suivantes :

- Accord-cadre à bons de commande de maitrise d'œuvre relatif aux travaux de mise en sécurité et confortement

Seuils mini/maxi annuels :

Pour la Métropole TPM

Montant minimum annuel : 50 000 € HT

Montant maximum annuel : 350 000 € HT

Pour la Commune de Toulon :

Montant minimum annuel : 50 000 € HT

Montant maximum annuel : 350 000 € HT

Estimation DQE : 485 450 € HT pour les 2 Maîtres d'ouvrages (1 année),

Montant annuel estimé : 240 775 € HT (TPM) et 244 675 € (Commune de Toulon)

- Accord-cadre à bons de commandes d'assistance à maîtrise d'ouvrage « environnement » pour le suivi de l'application des préconisations environnementales lors de la réalisation de travaux de mise en sécurité et confortement contre les chutes de blocs et suivi des mesures compensatoires, 4 ans fermes ;

Seuils mini/maxi (4 ans ferme du marché) :

Pour la Métropole TPM

Montant minimum sur 4 ans ferme : 200 000 € HT

Montant maximum sur 4 ans ferme : 800 000 € HT

Pour la Commune de Toulon :

Montant minimum sur 4 ans ferme : 200 000 € HT

Montant maximum-sur 4 ans ferme : 800 000 € HT

Estimation DQE : 1 007 880 € HT (2 Moa /4 ans)

Montant estimé pour la durée des 4 ans du marché : 524 790€ pour TPM et 483 090€
Commune de Toulon

ARTICLE 2 - MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commandes est subordonnée :

- À l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- À la signature de la présente convention ;
- Au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

ARTICLE 4 - MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant et d'une manière générale de prendre en charge tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

Il est notamment chargé de :

- transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention aux autres membres du groupement ;
- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;
- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon, après avoir questionné les candidats si nécessaire ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

En fin de mission, le coordonnateur établira et remettra à chaque membre du groupement un bilan général de l'opération.

Les obligations des membres du groupement sont détaillées à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

Signature du marché

Le coordonnateur signera le marché au nom des membres du groupement et le transmettra au contrôle de légalité.

Notification du marché

Le coordonnateur notifiera le marché au nom des membres du groupement.

Exécution du marché

Chaque membre exécutera le marché pour les besoins qui le concerne.

Les membres du groupement identifieront la personne en charge de les représenter dans l'exécution de leur marché.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, exécution des prestations, gestion des livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, modification de contrat...).

ARTICLE 7 – FINANCEMENT - INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

ARTICLE 8 - DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre.

Le groupement peut également prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant (modification de contrat).

La résiliation ou la non reconduction de l'accord-cadre entraîne la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation ou la fin anticipée du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord. De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

ARTICLE 9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement pourra demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

ARTICLE 10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, l'autre membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

ARTICLE 11 - LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait à TOULON, le

Signatures :

Pour la Commune de Toulon

L'Adjoint au Maire

Robert CAVANNA

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**

Le Président

Jean-Pierre GIRAN

